

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221 ) 33 821 41 72 Fax (221 )33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

---

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**AUTORITE DE REGULATION DES  
MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**CENTRE HOSPITALIER NATIONAL  
PSYCHIATRIQUE DE THIAROYE  
(CHNPT)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE  
DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE  
DE LA GESTION 2009**

**RAPPORT FINAL**

**(mars 2011)**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
*(Conseil - Audit - Expertise)*

---

*12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221 ) 33 821 41 72 Fax (221 )33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn*

---

Dakar, le 25 mars 2011

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi (administratif, financier et technique) et de contrôle des marchés conclus par le Centre Hospitalier National Psychiatrique de Thiaroye pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2009.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics et ses textes d'application afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par le Centre Hospitalier National Psychiatrique de Thiaroye avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière des marchés est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après. Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci - après:

## 1. Réserves

- (a) Les DRP portant respectivement sur l'acquisition de matériel informatique et sur l'achat de mobilier hospitalier semblent avoir fait l'objet d'un simulacre de consultation.

Pour le marché relatif à **l'acquisition de matériel informatique**, les offres techniques de trois soumissionnaires (MORA MULTI SERVICES, OFFICE INFORMATIQUE, SEN SERVICES INFORMATIQUE, PAPETERIE SOPE NABI, SETRANE SARL) sont quasiment identiques. Leurs factures pro forma sont, au regard d'un faisceau d'indices concordants, préparées par la même source ou des sources liées sur plusieurs papiers à entêtes différentes ;

Pour la DRP portant **acquisition de matériel hôtelier**, deux soumissionnaires (GIE LAFA, ETABLISSEMENT KHADY NDIAYE) ont la même adresse et la même boîte postale ; deux autres candidats (IMMO MEDIC et OFFICE MEDICAL) présentent les mêmes offres techniques. De plus, IMMO MEDIC et SOPASEC SARL ont des factures pro forma similaires.

Ce cumul d'anomalies est une illustration du caractère factice des deux procédures de Demandes de Renseignement et de Prix qui ne sont organisées que pour donner les atours de la régularité à des pratiques proscrites par le CMP ;

- (b) des achats divers estimés à 4 222 126 F CFA ont été effectués sur des bases non concurrentielles par le CHNPT (produits de quincaillerie, gaz, câbles, travaux de la réhabilitation du service EEG, de la Pharmacie et du Hall de Direction). Ces achats ont été tous effectués auprès des ETS ELIMANE FALL sans preuve d'une consultation préalable d'autres fournisseurs.
- (c) plusieurs paiements estimés à 6 246 920 F CFA ont été effectués au profit de MORA MULTI SERVICES pour la réparation et la maintenance du parc informatique (aucun contrat de maintenance n'a été signé) et l'extension du réseau informatique. Ce fractionnement des commandes est effectué en violation des dispositions du CMP ;
- (d) des incohérences ont été notées entre les dates d'établissement des factures pro forma et les dates d'établissement des lettres d'invitation à soumissionner qui laissent entrevoir une volonté de régulariser des marchés en violation de l'article 44 du Code des Obligations de l'Administration (COA) ;
- (e) Nous avons constaté que les travaux d'entretien et de réhabilitation de la Division 1 confiés à ATEX au terme d'un contrat approuvé le 16 octobre 2007 pour une durée de 180 jours n'ont pas été entrepris. Cette situation résulterait d'une décision de la Direction de l'Hôpital qui n'aurait pas souhaité fermer

cette Division 1 afin de disposer de capacités d'accueil pour faire face à la forte demande de soins. Un ordre de service prescrivant l'ajournement des travaux n'a pas été servi à l'entreprise pour ordonner leur suspension en violation de l'article 128 du CMP.

Par ailleurs, un avenant (global et forfaitaire) à ce contrat a été signé le 22 avril 2009 pour des travaux dont la consistance n'est pas étayée par un devis descriptif estimatif en bonne et due forme ; s'y ajoute qu'aucun ordre de service ordonnant les travaux supplémentaires n'a été pris par la Direction de l'Hôpital pour l'exécution desdits travaux.

- (f) un paiement estimé à 12 116 240 F CFA a été effectué au profit de COGETRA pour l'achat de matériels et mobiliers de bureau sur des bases non concurrentielles en violation de l'article 75 du CMP sur les ententes directes.

## **2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de notre mission**

- (a) le rapport annuel de la Commission des Marchés (article 141 du NCMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé par le Centre Hospitalier National Psychiatrique de Thiaroye ;
- (b) les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été préparés et transmis à la DCMP et à l'ARMP.

A notre avis, à l'exception des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci - avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

	<b>SOMMAIRE</b>	<b>Pages</b>
	Lexique des abréviations et sigles	6
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	7
1.1	Tableaux de synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière	12
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique	14
1.4	Tableau de synthèse des Violations du CMP par marché	16
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	21
2.1	Contexte de l'intervention	21
2.2	Objectifs de la mission	22
2.2.1	Objectifs généraux	22
2.2.2	Objectifs spécifiques	22
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	23
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	25
3	Approche méthodologique	28
3.1	Phase 1- Revue approfondie des textes de référence	28
3.2	Phase 2 - Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	29
3.3	Phase 3 - Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	30
3.3.1	Module 1 - Audit de la préparation des marchés	31
3.3.2	Module 2 - Audit de la gestion de l'attribution	32
3.3.3	Module 3 - Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	33
4	Résultats des travaux	35
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	35
4.1.1	Commission des marchés	35
4.1.2	Cellule de passation des marchés	35
4.1.3	Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	36
4.1.4	Plan de passation des marchés	36
4.1.5	Plan de passation des marchés	36
4.1.6	Rappel des seuils applicables au CHNPT	37
4.2	Examen des marchés	37
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	37
4.2.2	Marchés conclus par Appels d'Offres	39
4.2.3	Marchés conclus par Avenants	45
4.2.4	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	53

## **Liste des abréviations et sigles**

AAO	Avis d'Appel d'Offres
ANO	Avis de Non Objection
AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de livraison
CHNPT	Centre Hospitalier National Psychiatrique de Thiaroye
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Proposition
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

**SECTION 1**  
**SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**

## **1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES**



## TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

### SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

- (a) les DRP portant respectivement sur l'acquisition de matériel informatique et sur l'achat de mobilier hospitalier semblent avoir fait l'objet de simulacres de consultations.

Pour le marché relatif à l'**acquisition de matériel informatique**, les offres techniques de trois soumissionnaires (MORA MULTI SERVICES, OFFICE INFORMATIQUE, SEN SERVICES INFORMATIQUE, PAPETERIE SOPE NABI, SETRANE SARL) sont quasiment identiques. Leurs factures pro forma sont, au regard d'un faisceau d'indices concordants, préparées par la même source ou des sources liées sur plusieurs papiers à entêtes différentes ;

Pour la DRP portant **acquisition de matériel hôtelier**, deux soumissionnaires (GIE LAFA, ETABLISSEMENT KHADY NDIAYE) ont la même adresse et la même boîte postale ; deux autres candidats (IMMO MEDIC et OFFICE MEDICAL) présentent les mêmes offres techniques d'une part, IMMO MEDIC et SOPASEC SARL ont des factures pro forma similaires d'autre part. Ce cumul d'anomalies est une illustration du caractère factice des deux procédures de Demandes de Renseignement et de Prix qui ne sont organisées que pour donner les atours de la régularité à des pratiques collusives proscrites par le CMP ;

- (b) des achats estimés à 4 222 126 F CFA ont été effectués sur des bases non concurrentielles par le CHNPT (ententes directes non autorisées). Ils concernent, divers achats (produits de quincaillerie, gaz, câbles, travaux de la réhabilitation du service EEG, de la Pharmacie et du Hall de Direction). Ces achats ont été tous effectués auprès des ETS ELIMANE FALL sans preuve de consultation préalable d'autres fournisseurs.

- (c) plusieurs paiements estimés à 6 246 920 F CFA ont été effectués au profit de MORA MULTI SERVICES pour la réparation et la maintenance du parc informatique (aucun contrat de maintenance n'a été signé), l'extension du réseau informatique. Ce fractionnement des commandes est effectué en violation des dispositions du CMP ;

- (d) des incohérences ont été notées entre les dates d'établissement des factures pro forma et les dates d'établissement des lettres d'invitation à soumissionner qui laissent entrevoir une volonté de régulariser des marchés en violation de l'article 44 du Code des Obligations de l'Administration (COA) ;
- (e) Nous avons constaté que les travaux d'entretien et de réhabilitation de la Division 1 confiés à ATEX au terme d'un contrat approuvé le 16 octobre 2007 pour une durée de 180 jours n'ont pas été entrepris. Cette situation résulterait d'une décision de la Direction de l'Hôpital qui n'aurait pas souhaité fermer cette Division 1 afin de disposer de capacités d'accueil pour faire face à la forte demande de soins. Un ordre de service prescrivant l'ajournement des travaux n'a pas été servi à l'entreprise pour ordonner la suspension des travaux en violation de l'article 128 du CMP.
- (f) Par ailleurs un avenant (global et forfaitaire) à ce contrat a été signé le 22 avril 2009 pour des travaux dont la consistance n'est pas étayée par un devis descriptif estimatif en bonne et due forme ; s'y ajoute qu'aucun ordre de service ordonnant les travaux supplémentaires n'a été pris par la Direction de l'Hôpital pour ordonner l'exécution desdits travaux.
- (g) un paiement estimé à 12 116 240 F CFA a été effectué au profit de COGETRA pour l'achat de matériels et mobiliers de bureau sur des bases non concurrentielles en violation de l'article 75 du CMP sur les ententes directes ;

## SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Veiller à une mise en œuvre transparente des procédures de DRP en évitant toute manœuvre susceptible d'entraver une concurrence véritable et saine entre les candidats ;

Eviter la démultiplication de petites commandes qui en cumul peuvent dépasser le seuil de passation des marchés par appel d'offres ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 44 du COA qui proscrit les commandes de régularisation ;

Ordonner la suspension des travaux conformément aux dispositions de l'article 128 du CMP en cas de survenance d'évènements pouvant justifier l'ajournement d'un marché,

Ne pas signer d'avenant global et forfaitaire mais et déterminer au préalable la consistance des travaux supplémentaires avant de conclure un avenant et veiller à ce que les prix unitaires du contrat de base soient les mêmes que ceux de l'avenant,

Requérir l'avis préalable de la DCMP avant de déclarer un appel d'offres sans suite ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 75 du CMP relatif aux ententes directes ;

## **1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

### **SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

Le montant du lot 4 (AO sur les Denrées alimentaires) des Ets Elimane Fall s'élève à 11 487 190 F alors que le montant réglé est de 13 976 425 F soit un surplus de paiement de 2 489 235 F sans que la preuve d'un avenant formel ne nous soit fournie.

Le même cas de figure est noté pour la DRP sur le matériel hôtelier attribué aux Ets Khady, le montant réglé (5 227 400 F) est supérieur au montant du contrat (3 481 000 F).

Le montant de la commande passée par le CHNPT pour l'achat de matériel médical se chiffre à 14 880 000 F CFA TTC (BC N°2167 du 4 novembre 2009) alors que la facture pro forma de l'attributaire se chiffre à 11 910 000 F CFA HT soit 14 053 000 TTC en violation de l'article 69 du CMP relatif à l'interdiction des modifications des offres. La facture du fournisseur N° 0028/09 du 4 décembre 2009 se chiffre à 14 880 000 F CFA HT montant intégralement payé au fournisseur en violation des dispositions de l'article 308 du Code Général des Impôts instituant le précompte de TVA exposant le CHNPT à un risque fiscal. Le montant hors taxes payé au fournisseur fait que l'opération sort du cadre des DRP le seuil de passation des marchés par appel d'offres est de fait dépassé la commande coûtant en réalité 17 558 400 F CFA.

### **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

Les paiements ne doivent être effectués que pour des engagements dûment contractés par des personnes habilitées ;

Obtenir le remboursement du paiement indu.

### **1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>

#### **1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**



# **TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Description	AO N° 01/2009	AO N°	AO sans suite N° Dir- Log/CHNPT	DRP N° 1	DRP N° 2	DRP N° 3	DRP N° 4	DRP N° 5
<b>Nature</b>	Denrées alimentaires	Construction Bâtiment Pédopsychiatrie	Réhabilitation de la Direction et des Logements	Matériel Médical	Matériel informatique	Matériel hôtelier et autres matériels	Etudes architectural es	Matériel et Mobilier de bureau
<b>Attributaires</b>	EBBT, EKSF Ets Elimane Fall	Kiné Multiact	Sans suite	EGENCO	Mora Multiservices	Ets Khady Ndiaye	Oscare Afrique	COGETRA
<b>Montants en F CFA TTC</b>	55 410 120	180 746 210	-	14 880 000	13 953 620	3 481 000	20 088 000	12 116 240
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice							√	√
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	√							
Non respect de l'article 44 du code des obligations de l'administration relatif à l'approbation de contrats déjà exécutés pour entériner la régularisation						√		
Violation des dispositions des articles 43 à 45 du NCMP sur la justification de la capacité juridique technique et financière requise pour exécuter un marché							√	
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP					√			
Appels d'offres déclarés infructueux ou sans suite par la Commission des Marchés sans autorisation préalable de la DCMP en violation des articles 64 et 65 du NCMP			√				√	
Violation des dispositions relatives à l'article	√	√				√		

66 du NCMP portant sur les avis d'appel d'offres								
Violation des dispositions relatives à l'article 66 de la directive 4 de l'UEMOA sur l'interdiction des négociations							✓	
Violation des dispositions de l'article 67 relatif à l'ouverture des plis	✓		✓	✓				
Violation des articles 69 du NCMP sur l'interdiction des modifications et des négociations				✓		✓	✓	
Violation des articles 70 du NCMP sur l'évaluation détaillée des offres en fonction des critères établis					✓			
Violation de l'article 75 sur les ententes directes								✓
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP				✓	✓	✓		✓
Violation de l'article 83 sur la notification des marchés	✓							
Violation de l'article 85-1 sur l'information des candidats non retenus	✓		✓					

<b>Description</b>	<b>Avenant N° 00338/09</b>	<b>Avenant N° 1</b>	<b>Avenant N° 1</b>	<b>Avenant N° 1</b>	<b>Avenant N° 1</b>	<b>Avenant N° 1</b>	<b>Avenant N° 1</b>
<b>Nature</b>	Aménagement porte d'entrée-accueil-urgences	Réhabilitation Divisions 1 et 2	Nettoieinent	Imprimés	Consommables informatiques	Produits d'entretien	Gardiennage
<b>Attributaires</b>	Kiné Multiact	ATEX	Ets Khady Ndiaye	Imprimerie Salam	Mora Multiservices	GIE Sope Khalifa de Ngande	CSSA
<b>Montants en F CFA TTC</b>	19 424 277	11 654 472	22 795 212	10 444 340	8 228 960	5 092 668	1 873 080
Violation de l'article 14 sur la durée des marchés			√			√	
Violation de l'article 75 sur la durée des marchés							√
Violation de l'article 77 sur les DRP							√
Violation de l'article 128 sur les ajournements	√	√					
Violation des articles 131 et 132 sur les pénalités de retard	√	√					

## **SECTION 2**

### **CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2009 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

## **2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.2.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes.

### **2.2.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agira dans le cadre de cette mission:

- (a). d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante;
- (b). de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le Code des Marchés Publics;
- (c). de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (d). d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- (e). de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- (f). d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- (g). de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- (h). d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et

déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;

(i). d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et le capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(j). de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

### **2.2.3 Etendue des travaux à effectuer**

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2009, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

**a) en début de mission, à la sélectionner d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon est composé comme suit :**

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés, ....
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.



## **AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**

Nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique a porté sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants:

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- La conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- La qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- L'état de fonctionnement des ouvrages ;
- Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- La cohérence des quantités ;
- La mise à jour des malfaçons ;
- Les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- Etc.

### **2.2.4 Rapports émis au terme de la mission**

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprendront également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport portera sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports seront élaborés conformément aux indications des termes de référence.

### **SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### **3. APPROCHE METHODOLOGIQUE**

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

#### **3.1 PHASE 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE**

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;

- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 98 – 08 du 2 mars 1998 portant réforme hospitalière ;
- loi 98 – 12 du 2 mars 1998 relative à la création, à l'organisation et au fonctionnement des Etablissements Publics de Santé (EPS) ;
- décret 98 – 701 du 26 août 1998 relatif à l'organisation des Etablissements Publics de Santé Hospitalière ;
- décret 98 – 702 du 26 août 1998 portant organisation administrative des Etablissements Publics de Santé ;
- décret 98 – 961 du 02 décembre 1998 portant organisation du Ministère de la Santé ;
- décret 2000 – 1167 du 29 décembre 2000 portant érection de l'hôpital psychiatrique de Thiaroye en établissement public de santé hospitalier ;
- arrêté ministériel N° 8402 MSAS/CAB/CTM4 du 24 juin 1970 fixant les modalités de l'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires ;
- arrêté ministériel N° 10718/MSP/DPL du 15 décembre 2008 portant révision des listes nationales des médicaments et produits essentiels ;
- .....

### **3.2 PHASE 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement du Centre Hospitalier National Psychiatrique de Thiaroye pour apprécier la capacité des structures et des systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;

- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir... Notre programme de vérification a été par conséquent modulés pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit. Le secteur hospitalier très endetté et doit faire face très souvent à l'urgence de mettre à temps à la disposition du personnel médical les médicaments, de nourrir les malades et le personnel d'où la forte propension à acheter bien avant la conclusion des contrats et à procéder à des régularisations après service fait.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

### **3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettra soit de tirer des conclusions soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants ont été effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

### **3.3.1 MODULE 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES**

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin existe-t- il réellement ?
- le besoin est – il bien quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ? ),

- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

### 3.3.2 MODULE 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),



- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

### **3.3.3 MODULE 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES**

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels ;
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité ;
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif ;
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités ;
- vérification du contenu des contrats ;
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**) ;
- vérification de la conformité des avenants éventuels ;
- vérification de la gestion des éventuels litiges ;
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières) ;
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale) ;
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

## **SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX**

## **4. RESULTATS DES TRAVAUX**

### **4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

#### **4.1.1 COMMISSION DES MARCHES**

La Commission des Marchés du Centre Hospitalier National Psychiatrique de Thiaroye compétente pour les opérations de passation des marchés a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Commission des Marchés. L'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés (CM) a été pris en date du 05 juin 2009.

La mission a relevé que la Commission des Marchés n'a pas observé le formalisme requis pour la convocation de ses membres et elle n'a pas non plus systématisée la transmission des procès verbaux d'ouverture des offres et l'information des soumissionnaires non retenus au terme des processus de sélection. Elle n'a pas préparé son rapport annuel pour faire la synthèse de ses activités durant l'exercice 2009.

#### **4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. L'acte de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) a été pris en date du 05 juin 2009.

La Cellule de Passation des Marchés n'a pas produit ses rapports trimestriels comme stipulé dans le CMP et nous n'avons par ailleurs pas trouvé dans les dossiers de passation des marchés les documents relatifs à leur exécution financière.

Il convient de noter que les actes de nomination de la CM et de la CPM n'ont pas été transmis dans les délais réglementaires puisqu'il est demandé aux Autorités Contractantes de les transmettre à la DCMP et à l'ARMP (avant le 5 janvier de l'exercice en cours).

L'examen des dossiers de passation des marchés a permis de constater que les dossiers de passation des marchés sont dans l'ensemble bien tenus avec l'établissement des documents d'appel à la concurrence dans les formes requises avec au besoin un recours à des maîtres d'œuvre pour tout ce qui concerne les travaux de génie civil, les procès verbaux distincts sont établis conformément aux dispositions des articles 67 – 4 et 81 du CMP, des rapports d'évaluation des offres sont établis mais les grilles de contrôle des critères de qualification et d'évaluation ne sont pas toujours correctement renseignées notamment par l'inscription des durées de validité des cautions ou des autres pièces administratives....

Il convient cependant de noter que la transmission des procès verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires et l'information des candidats non retenus au terme des procédures de sélection n'est pas systématique, les documents de suivi de l'exécution des travaux et autres prestations ne sont pas classés dans les dossiers de passation, les documents de suivi administratif et financier non plus ne sont pas classés.

Par ailleurs, l'examen des dossiers de passation des marchés nous a permis d'identifier deux simulacres de concurrence qui illustre un risque inhérent élevé et un risque de contrôle interne tout aussi important. En outre, nous avons noté quelques cas pour lesquels les informations reportées dans les procès verbaux ne sont pas toujours conformes au contenu des offres (exemple des états financiers certifiés dans l'appel d'offres sans suite).

#### **4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS**

Les attestations de prise de connaissance de la **charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics** ont été signées par tous les membres et suppléants de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés conformément au décret 2005-575 du 22 juin 2005 portant approbation de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et à l'arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 alinéa 5 du Code des Marchés Publics fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics. Ces attestations ont été transmises à la DCMP et à l'ARMP en même temps que les actes de nomination des membres des organes de la passation des marchés.

#### **4.1.4 PLAN DE PASSATION DES MARCHES**

**Le Plan de Passation des Marchés** a été transmis à la DCMP le 10 juin 2009 conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Il est présenté dans le format défini par la DCMP. Il comprend, outre les appels d'offres, la liste des Demandes de Renseignements et de Prix. Nous notons que le Plan de Passation des Marchés n'a pas été transmis dans les délais réglementaires puisqu'il est demandé aux Autorités Contractantes de le transmettre à la DCMP et à l'ARMP avant le 31 décembre de l'exercice précédent. L'examen du PPM a permis de noter que les avenants signés en 2009 aux marchés conclus en 2008

La cellule devait s'assurer de l'inscription des additifs des marchés sur le PPM.

#### **4.1.5 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES**

**L'Avis Général de Passation des Marchés** publié dans le Quotidien « Le Soleil » du 26 décembre 2008 est conforme au PPM publié sur le portail des marchés publics. L'Autorité Contractante s'est certes acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels mais ne l'a pas fait dans les délais réglementaires puisqu'il est fait obligation à chaque Autorité Contractante de publier un Avis Général de Passation des Marchés au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

#### 4.1.6 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES AU CHNPT

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés du Centre Hospitalier National Psychiatrique de Thiaroye (CHNPT) sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES AU CHNPT EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINITRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	$\geq 60$	$\geq 35$
Fournitures et services	15	150	40	400	$\geq 30$	$\geq 25$
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	$\geq 35$

**TABLEAU DE SYNTHESES DES SEUILS ET AUTORITES D'APPROBATION EN VERTU DE L'ARTICLE 29 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Seuils d'approbation	Autorité d'approbation
montant du marché est inférieur à 50 000 000 F CFA	Directeur de l'Hôpital
montant du marché est supérieur ou égal à 50 000 000 F CFA et inférieur à 150 000 000 F CFA	Président du Conseil d'Administration
montant du marché est supérieur ou égal à 150 000 000 F CFA	Ministre de l'Economie et des Finances

## 4.2 EXAMEN DES MARCHES

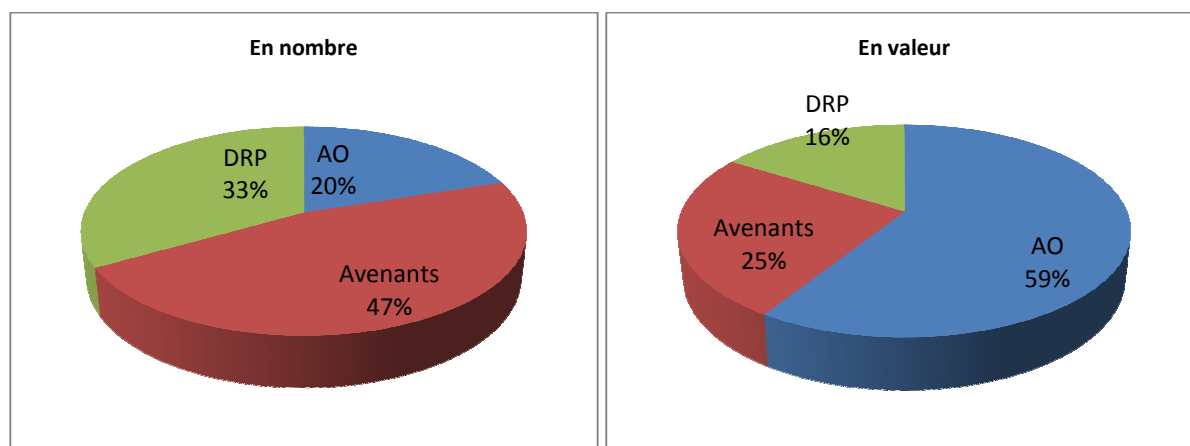
### 4.2.1 PERIMETRE COUVERT

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

**Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation**

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2009		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
<b>Appel d'offres ouvert (AOO)</b>	3	236 156 282	3	236 156 282
<b>Avenants</b>	7	100 116 889	7	100 116 889
<b>Demande de Proposition (DP)</b>	-	-	-	-
<b>Demande de Renseignements et de Prix (DRP)</b>	5	64 558 860	5	64 558 860
<b>Entente directe (ED)</b>	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>15</b>	<b>400 832 031</b>	<b>15</b>	<b>400 832 031</b>
<b>Taux de couverture</b>			<b>100%</b>	<b>100%</b>

La répartition des marchés passés et revus se présente comme suit :



Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation :

#### 4.2.2 MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES

AOO N° 01/2009    FOURNITURE DE DENREES ALIMENTAIRES			
Date de l’avis général de passation des marchés			26 décembre 2008
Date de publication de l’Avis d’Appel d’Offres			26 décembre 2008
Date limite de dépôt des offres et d’ouverture des plis			26 janvier 2009
Délai de préparation des offres			30 jours
Date d’attribution			05 février 2009
Date de notification provisoire et lettres d’information aux candidats non retenus			Néant
Demande d’avis sur la proposition d’attribution			25 février 2009
Date de l’ANO de la DCMP sur le rapport d’analyse comparative et le PV d’attribution			06 mars 2009
Date de souscription			09 mars 2009
Date d’approbation			12 mars 2009
Date de publication de l’avis d’attribution provisoire			17 mars 2009 dans Le Soleil
Date de l’attestation d’existence de crédits			07 avril 2009
Demande d’immatriculation des marchés à la DCMP			13 mai 2009
Date d’immatriculation			19 mai 2009
Date de notification			27 mai 2009
Date de l’Avis de la DCMP sur le contrat			28 mai 2009 (lot 1)
Date d’enregistrement des contrats			28 mai 2009 (lots 1, 3)
			29 mai 2009 (lot 4)
Date de publication de l’attribution définitive			16 juillet 2009 dans Le Soleil
Budget			70 000 000 F
Attributaires			
	EBBT	Lot 1 : Denrées alimentaires	33 857 130 F CFA TTC
	EKSF	Lot 2 : Légumes frais	3 936 090 F CFA TTC
	EBBT	Lot 3 : Poisson frais	6 129 710 F CFA TTC
	Ets Elimane Fall	Lot 4 : Viande	11 487 190 F CFA TTC

<b>Non conformités</b>	<p>L'AAO ne donne aucune information sur le montant de la garantie de soumission à constituer et sur les exigences en matière de qualification (Violation de l'article 66 CMP sur l'AAO).</p> <p>Les lettres de notification des attributions provisoire et définitive n'ont pas été faites ni les lettres d'information des candidats non retenus au terme de la procédure de sélection en violation des dispositions des articles 83 et 85 - 1 du CMP.</p> <p>La commission a fixé la date d'attribution comme date limite pour fournir les pièces administratives manquantes sans préciser cette date.</p> <p>Il n'y a pas eu de suivi formalisé de la régularisation des pièces administratives au moment de l'attribution.</p> <p>La terminologie utilisée n'est pas toujours conforme à celle du nouveau code des marchés publics (le terme « adjudication » a été retiré du CMP).</p> <p>Le dossier ne comporte pas de justificatifs de la transmission des procès verbaux d'ouverture des plis aux candidats (violation de l'article 67 CMP).</p> <p>Les contrats ne comportent pas de clauses de pénalités sur les de retards de livraison et ne précisent pas non plus les délais d'exécution des marchés (Violation de l'article 13 du CMP sur les mentions obligatoires).</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer à l'article 66 du CMP relatif aux informations à insérer dans l'AAO et aux articles 83 et 85 – 1 du CMP</p> <p>Fixer de manière précise la date limite de production des pièces administratives manquantes au moment de l'ouverture des plis.</p> <p>Effectuer un suivi formalisé de l'apurement des PA en consignnant leur dépôt dans le procès verbal d'attribution.</p> <p>S'assurer de la remise des procès verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires (article 67 du CMP).</p> <p>Utiliser la terminologie conforme au NCMP.</p> <p>Se conformer à l'article 13 du CMP relatif aux mentions obligatoires dans les contrats.</p>



<b>Commentaires de l'Hôpital</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>AO - REHABILITATION DE LA DIRECTION ET DES LOGEMENTS DE FONCTION (SANS SUITE)</b>	
<b>Date de l'AGPM</b>	26 Décembre 2008 dans Le Soleil
<b>Date de publicité de l'AO</b>	20 Avril 2009 dans Le Soleil
<b>Date de publication du report de l'AAO</b>	18 Mai 2009
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	25 Mai 2009
<b>Budget</b>	98 000 000 F CFA
<b>Non conformités</b>	<p>Le procès verbal d'ouverture des plis n'a pas été remis aux soumissionnaires présents ou à leurs représentants en violation de l'article 67 du CMP.</p> <p>Le DAO exige que « les soumissionnaires devront aussi fournir les bilans certifiés des trois dernières années et avoir un chiffre d'affaire moyen des trois dernières années d'un montant de 300 000 000 F CFA ». Nonobstant l'imprécision de la requête qui doit porter sur les états financiers certifiés et non sur le bilan certifié, il est apparu après examen des offres, que seul CEC a fourni lesdits états financiers certifiés contrairement à ce qui est mentionné dans le procès verbal d'ouverture.</p> <p>L'appel d'offres a été déclaré sans suite au motif que les crédits ne sont pas disponibles. Il ressort de l'examen du budget qu'une dotation globale de 98 000 000 F CFA était prévue pour la réhabilitation de la direction (70 000 000 F CFA) et des logements (28 000 000 F CFA). Des ponctions budgétaires ont été invoquées pour justifier l'indisponibilité des crédits et n'ont pas donné lieu à un réaménagement formel du budget par les organes d'administration et de gestion dûment habilités. Nous constatons par ailleurs que le dossier de passation ne comporte pas l'autorisation formelle de la DCMP pour déclarer l'appel d'offres sans suite conformément aux dispositions de l'article 65 du CMP.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 67 du CMP relatif à l'information des soumissionnaires ;</p> <p>Etre plus précis dans la définition des critères de qualification et veiller à une correcte transcription des informations contenues dans les offres dans les procès verbaux.</p> <p>Procéder aux réaménagements budgétaires dans les formes requises et obtenir l'autorisation préalable de la DCMP avant de déclarer un appel d'offres sans suite conformément à l'article 65 du CMP et informer les candidats (article 85 – 2 du CMP).</p>

<b>Commentaires de l'hôpital</b>	<p>Concernant l'appel d'offres pour la réhabilitation de la Direction et des logements, le budget de 2009 (dans lequel sa dotation prévisionnelle a été inscrite) a fait l'objet d'un réaménagement (Délibération N°62) pour constater la ponction du BCI 2009 matérialisées par une réduction de 83 672 000 F CFA du Budget d'investissement initialement destiné au CNHPT pour l'exercice 2009.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>La délibération N° 62 annexée à votre réponse ne donne aucune indication sur les rubriques budgétaires sur lesquelles les ponctions ont été imputées. Nonobstant cette observation, il est indispensable de se conformer aux dispositions de l'article 65 du CMP avant de déclarer un appel d'offres sans suite.</p>

<b>AO N° 02/2009/CHNPT/PEDO (Marché N° 0969/09)</b> <b>CONSTRUCTION D'UNE CLINIQUE PEDOPSYCHIATRIQUE</b>	
<b>AGPM</b>	26 décembre 2008
<b>Date de publicité de l'AO</b>	11 février 2009 dans Le Soleil N° 11611
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	12 mars 2009
<b>Délai de préparation</b>	1 mois
<b>Date de l'évaluation technique</b>	Du 04 au 19 mai 2009
<b>Date d'attribution provisoire</b>	25 mai 2009
<b>Date de la demande d'ANO de la DCMP sur le PV d'attribution</b>	10 juin 2009
<b>Date de publication de l'avis d'attribution provisoire</b>	26 août 2009
<b>Date de notification d'attribution définitive</b>	14 septembre 2009
<b>Date de souscription</b>	15 septembre 2009
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le contrat</b>	19 novembre 2009
<b>Date d'approbation</b>	26 novembre 2009
<b>Date d'enregistrement</b>	16 décembre 2009
<b>Délai d'exécution</b>	12 mois
<b>Garantie de soumission</b>	5 000 000 F
<b>Attributaire</b>	GIE KINE MULTIACT
<b>Montant en FCFA TTC</b>	180 746 162
<b>Non conformités</b>	L'AAO ne comporte pas les exigences en matière de qualification en violation de l'article 66 du CMP sur les avis d'appels d'offres.
<b>Recommandations</b>	Se conformer à l'article 66 sur l'AAO concernant toutes les informations nécessaires à insérer dans l'AAO.
<b>Commentaires de l'hôpital</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

#### 4.2.3 MARCHES CONCLUS PAR AVENANT

<b>Description</b>	<b>Marché de base N° F0009/07 sur les Travaux de Génie Civil</b>	<b>Avenant N° 00338/09 sur l'aménagement porte d'entrée-accueil-urgences-médecine générale</b>
<b>Date de souscription</b>	05 juin 2007	30 septembre 2008
<b>Date d'immatriculation</b>	-	25 mai 2009
<b>Date d'approbation</b>	16 octobre 2007	22 avril 2009
<b>Date de la notification d'attribution</b>	06 novembre 2007	-
<b>Attributaire</b>	KINE MULTIACT	
<b>Montant en F CFA TTC</b>	64 800 910	19 424 277
<b>Non conformités</b>	<p>Le délai d'exécution des travaux initialement fixé à 150 jours à compter de la date de l'ordre de service de démarrage du 14 janvier 2008 a été porté à 330 jours dans l'avenant souscrit le 30 septembre 2008 et approuvé le 22 avril 2009. Les circonstances indépendantes de la volonté de l'entrepreneur qui ont entraîné le différé des travaux auraient dû donner lieu à un ajournement formel desdits travaux conformément aux dispositions de l'article 128 du CMP. En l'absence d'un ordre de service de suspension des travaux, des pénalités de retard auraient dû être réclamées à l'entreprise conformément aux articles 131 et 132 du CMP.</p>	
<b>Recommandations</b>	<p>En cas de blocage des travaux du fait du maître d'ouvrage, un ordre de service prescrivant l'ajournement doit être pris par la Direction en attendant de lever tous les obstacles à la poursuite normale desdits travaux. Cette décision doit être formalisée et les éventuels coûts subséquents estimés pour une indemnisation de l'entreprise au cas où ses intérêts seraient lésés.</p> <p>A défaut de décision d'ajournement il faut se conformer aux articles 131 et 132 du CMP sur les pénalités de retard et ne pas user d'artifices sur la prolongation des délais d'exécution par avenant deux mois et demi après la fin programmée des travaux.</p>	
<b>Commentaires de l'hôpital</b>		
<b>Appréciation du Consultant</b>		

<b>APPEL D'OFFRES POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION DES DIVISIONS 1 ET 2</b>		
<b>Description</b>	<b>Marché initial N° 07 Réhabilitation des Divisions 1 et 2</b>	<b>Avenant au Marché N° F007/08 pour le lot N° 2 sur la Réhabilitation des Divisions 1 et 2</b>
<b>Date de souscription</b>	05 juin 2007	01 septembre 2008
<b>Date de notification de l'attribution</b>	10 septembre 2007	-
<b>Date d'ANO de la CNCA ou DCMP sur le contrat</b>	16 octobre 2007	20 avril 2009
<b>Date d'approbation</b>	16 octobre 2007	22 avril 2009
<b>Date d'enregistrement</b>	29 novembre 2007	11 juin 2009
<b>Délai d'exécution</b>	180 jours	150 jours
<b>Attributaire</b>	ATEX	
<b>Montant en F CFA TTC</b>	39 582 587	11 654 472
<b>Non conformités</b>	<p>Le délai d'exécution des travaux initialement fixé à 180 jours à compter de la date de l'ordre de service de démarrage a été porté à 330 jours dans l'avenant souscrit le 1<sup>er</sup> septembre 2008. En l'absence d'un ordre de service de suspension des travaux, des pénalités de retard auraient dû être réclamées à l'entreprise conformément aux articles 131 et 132 du CMP.</p> <p>Nous avons constaté que les travaux d'entretien et de réhabilitation de la Division 1 n'ont pas été entrepris. Cette situation résulterait d'une décision de la Direction de l'Hôpital qui n'aurait pas souhaité fermer cette Division 1 afin de disposer de capacités d'accueil face à la forte demande de soins. Un ordre de service prescrivant l'ajournement des travaux n'a pas été servi à l'entreprise pour ordonner la suspension des travaux en violation de l'article 128 du CMP.</p> <p>La consistance des travaux objet de l'avenant n'est pas étayée par un devis descriptif estimatif en bonne et due forme ; s'y ajoute qu'aucun ordre de service ordonnant les travaux supplémentaires n'a été pris par la Direction de l'Hôpital pour ordonner l'exécution des travaux supplémentaires.</p>	

<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux articles 131 et 132 du CMP sur les pénalités de retard.</p> <p>Servir un ordre de service prescrivant l'ajournement de l'exécution des travaux à l'entreprise lorsque des raisons objectives justifient une telle décision.</p>
<b>Commentaires de l'hôpital</b>	<p>Sur la suspension des travaux de la Division 1, je prends bonne note de la remarque concernant l'absence d'ordre de service pour l'ajournement.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous maintenons les observations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

<b>AVENANT N° 1 AU CONTRAT N° 068/CHNPT/SAF/DIR DU 18 JANVIER 2008 PORTANT NETTOIEMENT DU CENTRE HOSPITALIER NATIONAL PSYCHIATRIQUE DE THIAROYE</b>	
<b>Date d'approbation</b>	02 janvier 2009
<b>Attributaire</b>	ETABLISSEMENT KHADY NDIAYE
<b>Montant en F CFA TTC</b>	22 795 212
<b>Constatations</b>	<p>Les caractéristiques du marché restent inchangées et la reconduction du contrat initial par avenant n'appelle aucune observation de notre part dès lors que l'article 5 du contrat de base relatif à la durée (3 ans dans le contrat de base signé en 2008 en violation du CMP) a été mis en conformité avec les dispositions de l'article 14 du CMP.</p>
<b>Recommandations</b>	Aucune
<b>Commentaires de l'hôpital</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	



Description	FOURNITURE D'IMPRIMES	
	Marché initial	Avenant N° 1
Attributaire	IMPRIMERIE SALAM	
Montants TTC en F CFA	12 000 000 Maximum	12 000 000 Maximum Marché à commandes : règlements estimés à 10 444 340 F
Date d'approbation	18 janvier 2008	02 janvier 2009
Date d'enregistrement	22 janvier 2008	22 janvier 2009
Non conformités	La date d'émission du bon de commande N°0001440 du 01/04/2009 a été modifiée après apposition de Blanco sur la date initiale.	
Recommandations	Eviter les ratures et surcharges sur les documents comptables qui très souvent cachent des régularisations d'opérations	
Commentaires de l'hôpital		
Appréciation du Consultant		

<b>Description</b>	<b>Marché de base : Consommables et fournitures informatiques</b>	<b>Avenant N° 1</b>
<b>Attributaires</b>	MORA MULTISERVICES	
<b>Montants TTC en F CFA</b>	10 000 000 maximum	10 000 000 maximum Marché à commande : règlements estimés à 8 228 960 F
<b>Date d'approbation</b>	10 Janvier 2008	02 janvier 2009
<b>Date d'enregistrement</b>	11 janvier 2008	26 janvier 2009
<b>Non conformités</b>	La date d'émission du bon de commande N°0001952 du 1/04/09 de 1 731 800 F a été modifiée après apposition de Blanco sur la date initiale.	
<b>Recommandations</b>	Eviter les ratures et surcharges sur les documents comptables qui très souvent cachent des régularisations d'opérations	
<b>Commentaires de l'hôpital</b>		
<b>Appréciation du Consultant</b>		

<b>Description</b>	<b>Marché de base : Fourniture de produits d'entretien</b>	<b>Avenant N° 1</b>
<b>Attributaire</b>	GIE SOPE KHALIFA DE NGANDE	
<b>Montants TTC en F CFA</b>	5 800 000 Maximum	5 800 000 Maximum Marché à commande : règlements estimés à 5 092 668 F
<b>Date d'approbation</b>	15 Janvier 2008	6 Janvier 2009
<b>Date d'enregistrement</b>	16 janvier 2008	02 février 2009
<b>Non conformités</b>	<p>Les caractéristiques du marché restent inchangées et la reconduction du contrat initial par avenant n'appelle aucune observation de notre part dès lors que l'article 5 du contrat de base relatif à la durée (3 ans dans le contrat de base signé en 2008 en violation du CMP) a été mis en conformité avec les dispositions de l'article 14 du CMP.</p> <p>.</p>	
<b>Recommandations</b>	Aucune.	
<b>Commentaires de l'hôpital</b>		
<b>Appréciation du Consultant</b>		

<b>DESCRIPTION</b>	<b>Marché de base : Gardiennage, sécurité du personnel, des malades et des biens de l'hôpital, le pointage des agents et la tenue du registre fourni à cet effet, la gestion du standard téléphonique</b>	<b>Avenant</b>
<b>Attributaires</b>	CSSA	
<b>Montants TTC en F CFA</b>	1 873 080 Maximum / mois soit 22 476 960 /an Max	
<b>Date d'approbation</b>	02 Janvier 2008	02 Janvier 2009
<b>Date d'enregistrement</b>	02 janvier 2008	02 Janvier 2009
<b>Non conformités</b>	Les caractéristiques du marché restent inchangées et la reconduction du contrat initial par avenant n'appelle aucune observation de notre part dès lors que l'article 5 du contrat de base relatif à la durée (3 ans dans le contrat de base signé en 2008 en violation du CMP) a été mis en conformité avec les dispositions de l'article 14 du CMP.	
<b>Recommandations</b>	Aucune.	
<b>Commentaires de l'hôpital</b>		
<b>Appréciation du Consultant</b>		

#### 4.2.4 MARCHES CONCLUS PAR DRP

DRP FOURNITURE DE MATERIEL MEDICAL	
<b>Financement</b>	BCI
<b>Date des lettres de consultation</b>	22 octobre 2009
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	28 octobre 2009
<b>Date du rapport technique</b>	29 octobre 2009
<b>Date d'attribution</b>	29 octobre 2009
<b>Attributaire</b>	EGENCO
<b>Montant</b>	11 910 000 F CFA HT 14 880 000 F CFA TTC
<b>Date de souscription du contrat</b>	-
<b>Date d'approbation</b>	-
<b>Non conformités</b>	<p>L'heure limite de dépôt des offres n'a pas été précisée dans la lettre de consultation en violation de l'article 67-1 du CMP.</p> <p>Le montant de la commande passée par le CHNPT se chiffre à 14 880 000 F CFA TTC (BC N°2167 du 4 novembre 2009) alors que la facture pro forma de l'attributaire se chiffre à 11 910 000 F CFA HT soit 14 053 000 TTC en violation de l'article 69 du CMP relatif à l'interdiction des modifications des offres.</p> <p>La facture du fournisseur N° 0028/09 du 4 décembre 2009 se chiffre à 14 880 000 F CFA HT montant intégralement payé au fournisseur en violation des dispositions de l'article 308 du Code Général des Impôts instituant le précompte de TVA exposant le CHNPT à un risque fiscal.</p> <p>Le montant hors taxes payé au fournisseur fait que l'opération sort du cadre des DRP le seuil de passation des marchés par appel d'offres est de fait dépassé la commande coûtant en réalité 17 558 400 F CFA.</p> <p>Nous avons noté que les soumissionnaires (IMMO MEDIC et OFFICE MEDICAL) présentent des offres techniques similaires ; par ailleurs, IMMO MEDIC et SOPASEC SARL ont également des factures pro forma similaires d'autre part. Ce cumul d'anomalies est une illustration du caractère factice de la procédure de Demandes de Renseignement et de Prix et</p>

	<p>des pratiques proscrites par le CMP ;</p> <p>Les montants des offres financières de IMMO MEDICAL et des ETABLISSEMENTS MADIYANA reportés dans le procès verbal d'ouverture des plis sont différents de ceux qui figurent dans leurs factures pro forma. Le contrôle de l'exactitude arithmétique desdites factures pro forma n'a révélé aucune anomalie pouvant justifier la correction des offres qui a par conséquent été effectuée en violation de l'article 69 du CMP.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à l'application de l'article 77 sur les DRP pour s'assurer de la transparence de la procédure et de l'équité entre les fournisseurs.</p> <p>Se conformer au CMP (article 69) pour la correction des offres.</p>
<b>Commentaires de l'Hôpital</b>	<p>Concernant les DRP relatives à l'acquisition de matériel informatique, de matériel hôtelier et de matériel médical, la direction a procédé à la consultation de fournisseurs agréés en matière de fournitures pour les matériels concernés. Aucune volonté de simulation d'une consultation de la part de l'autorité contractante n'est à l'origine des remarques en question.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous maintenons toutes les réserves et observations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

<b>DRP MATERIEL INFORMATIQUE</b>	
<b>Date de la DRP</b>	Mars 2009
<b>Date des lettres de consultation</b>	11 mars 2009
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	16 mars 2009 à 10H
<b>Date du rapport technique</b>	16 mars 2009
<b>Date d'attribution</b>	20 mars 2009
<b>Date de souscription du contrat</b>	-
<b>Date d'approbation</b>	-
<b>Attributaire</b>	Mora Multiservices
<b>Montant en F CFA TTC</b>	13 993 620
<b>Non conformités</b>	<p>Les offres techniques de trois soumissionnaires (MORA MULTI SERVICES, OFFICE INFORMATIQUE, SEN SERVICES INFORMATIQUE, PAPETERIE SOPE NABI, SETRANE SARL) sont quasiment identiques. Leurs factures pro forma sont, au regard d'un faisceau d'indices concordants, préparées par la même source ou des sources liées sur plusieurs papiers à entêtes différentes ;</p> <p>Les bordereaux des spécifications techniques sont tous similaires (garantie : 2ans collé sur tous les bordereaux) alors que sur le bordereau initial, rien n'est collé. Ceci atteste d'une présomption de consultation fictive de la part de l'autorité contractante ou d'une collusion entre fournisseurs en violation de l'article 77 du CMP sur la procédure des DRP.</p> <p>D'après le rapport d'évaluation, la comparaison des offres a été faite sur la base des critères d'exhaustivité et de conformité technique. L'examen dudit rapport d'évaluation ne permet pas d'identifier les spécifications techniques particulières par rapport auxquelles cette conformité technique a été appréciée (taille du disque, vitesse du processeur, mémoire virtuelle...); sous ce rapport, nous notons également que les lettres de saisine demeurent vagues.</p> <p>Le tableau comparatif des offres financières ne détermine le total de la soumission que pour l'attributaire.</p>

<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à l'application de l'article 77 sur les DRP pour s'assurer de la transparence de la procédure et de l'équité entre les fournisseurs.</p> <p>Etablir des spécifications techniques précises devant servir de base d'évaluation surtout pour les fournitures présentant des aspects techniques à prendre en compte.</p>
<b>Commentaires de l'Hôpital</b>	<p>Concernant les DRP relatives à l'acquisition de matériel informatique, de matériel hôtelier et de matériel médical, la direction a procédé à la consultation de fournisseurs agréés en matière de fournitures pour les matériels concernés. Aucune volonté de simulation d'une consultation de la part de l'autorité contractante n'est à l'origine des remarques en question.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous maintenons toutes les réserves et observations formulées dans notre rapport provisoire.</p>



<b>DRP MATERIELS HOTELIERS ET AUTRES MATERIELS</b>	
<b>Date des lettres de consultation</b>	25 mars 2009
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	03 avril 2009
<b>Date du rapport technique</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	07 avril 2009
<b>Date de souscription du contrat</b>	-
<b>Date d'approbation</b>	-
<b>Attributaire</b>	Ets Khady Ndiaye
<b>Montant en F CFA TTC</b>	4 619 700
<b>Non conformités</b>	<p>Les adresses (N° 12 SONEPI EST SODIDA) des Ets Khady et du GIE LAFA sont exactement les mêmes sur leurs offres avec le N° de BP (21612). Les dates des factures pro forma (respectivement les 15 et 16 mars 2009) de ces 2 fournisseurs sont antérieures à la date d'établissement des lettres de consultation (25/03/09) alors que celles des 2 autres sont datées du 25 mars 2009. Ces constats constituent des indices non seulement d'une collusion entre fournisseurs ou d'une absence de concurrence, en violation de l'article 77 du CMP, mais aussi d'une régularisation d'une transaction déjà bouclée en violation de l'article 44 du COA.</p> <p>Le montant retenu dans le procès verbal d'attribution qui se chiffre à 4 619 700 F CFA TTC est différent du montant figurant dans l'offre du soumissionnaire qui est de 3 481 000 F CFA. Cette variation à la hausse du montant du marché est faite en violation des dispositions de l'article 69 du CMP puisque ni le rapport d'évaluation des offres, ni le procès verbal d'attribution ne mentionnent une correction des offres. En outre, il n'est pas prévu de variation de quantités dans le dossier de consultation.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à l'application de l'article 77 sur les DRP pour s'assurer de la transparence de la procédure et de l'équité entre les fournisseurs.</p> <p>Se conformer à l'article 66 du CMP qui proscriit toute négociation sur les marchés de travaux, de fournitures et de services.</p>

<b>Commentaires de l'Hôpital</b>	<p>Concernant les DRP relatives à l'acquisition de matériel informatique, de matériel hôtelier et de matériel médical, la direction a procédé à la consultation de fournisseurs agréés en matière de fournitures pour les matériels concernés. Aucune volonté de simulation d'une consultation de la part de l'autorité contractante n'est à l'origine des remarques en question.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous maintenons toutes les réserves et observations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

<b>DRP ETUDES ARCHITECTURALES ET SUPERVISION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE PEDOPSYCHIATRIQUE, LA REHABILITATION ET L'EXTENSION DU BATIMENT DE LA DIRECTION DE L'HOPITAL</b>	
<b>Date de saisine des prestataires</b>	23 octobre 2008
<b>Date de dépôt des offres</b>	3 novembre 2008
<b>Délai de préparation des offres</b>	10 jours
<b>Fournisseurs consultés</b>	ING KONTE, GER/GC 23, GAI SA, OSCARE AFRIQUE, AU 80 M MBOW
<b>Nombre d'offres reçues</b>	5
<b>Date d'attribution</b>	28 novembre 2008
<b>Attributaire</b>	OSCARE AFRIQUE
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	20 088 000
<b>Non conformités</b>	<p>La DRP n'a pas requis les pièces administratives énoncées dans les articles 43 à 45 du CMP. Par ailleurs, au regard du montant des offres des quatre soumissionnaires qui dépassent toutes le seuil de passation des marchés par appel d'offres, la procédure de DRP ne serait pas la méthode de passation plus indiquée. Il s'agit dans le cas d'espèce de prestations intellectuelles qui doivent obligatoirement donner lieu à la présentation d'une offre technique et d'une offre financière séparées leurs ouvertures devant se faire en deux temps conformément à l'article 79 du CMP. Les montants en cause dans ce cas précis ne dispensent que de l'appel à manifestation d'intérêt.</p> <p>Le point 7 des termes de référence de la mission relatif à la durée d'exécution des travaux estime le temps d'intervention nécessaire pour l'exécution de la mission à quatre mois. Il s'agit d'une estimation anormalement courte pour des prestations de cette nature.</p> <p>Le marché a été attribué pour un montant de 23 932 000 F CFA supérieur à l'enveloppe budgétaire allouée aux frais d'acquisition d'immobilisations qui se chiffrent à 20 000 000 F CFA. Dans une telle situation, la consultation aurait dû être déclarée sans suite et faire l'objet d'une relance conformément aux dispositions des articles 64 et 65 du CMP. Par</p>

	<p>ailleurs, l'activité n'a pas été reportée dans le plan de passation des marchés de 2009 alors que la procédure n'avait pas été menée à son terme en 2008 en violation des dispositions de l'article 6 du CMP.</p> <p>Le montant du contrat estimé à 20 088 000 F CFA TTC est différent du montant de l'attribution qui est de 23 932 000 F CFA TTC ; des négociations auraient été engagées pour une réduction de l'offre financière de l'attributaire en violation de l'article 66 de la Directive N° 4 de l'UEMOA et de l'article 69 du CMP. Même si les négociations sont possibles dans le cas des prestations intellectuelles, mais seulement sur les volumes et non les prix unitaires, lesdites négociations doivent être sanctionnées par un procès verbal de négociations en bonne et due forme consignant les précisions apportées au volume et à l'étendue des travaux et les impacts financiers subséquents</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions des articles 43, 44 et 45 du CMP qui encadrent les conditions d'accès à la commande publique ;</p> <p>Apporter plus de soin à la définition des besoins et à l'estimation des temps d'exécution des travaux demandés ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 6 du CMP relatif à l'inscription des marchés dans le PPM dès lors que la procédure n'avait pas été menée jusqu'à son terme en 2008.</p> <p>Même si les négociations sont possibles dans le cas des prestations intellectuelles mais seulement sur les volumes et non les prix unitaires, lesdites négociations doivent être sanctionnées par un procès verbal de négociations en bonne et due forme consignant les précisions apportées au volume et à l'étendue des travaux et les éventuels impacts financiers subséquents.</p>
<b>Commentaires de l'Hôpital</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>Description</b>	<b>MATERIELS ET MOBILIERS DE BUREAU</b>
<b>Attributaire</b>	<b>COGETRA-2AI</b>
<b>Montants TTC en F CFA</b>	12 116 240
<b>Non conformités</b>	Le marché a été attribué à COGETRA sur des bases non concurrentielles en violation de l'article 75 du CMP sur les ententes directes car aucun document attestant de l'autorisation de la DCMP pour passer le marché par entente directe n'a été produit pas plus que les preuves d'organisation d'une concurrence.
<b>Recommandations</b>	Se conformer à l'article 77.3 du CMP.
<b>Commentaires de l'Hôpital</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

**ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22 ) 33 821 41 72 Fax (221 )33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 30 décembre 2010

**Madame la Directrice du  
Centre Hospitalier National  
Psychiatrique de Thiaroye  
(CHNPT)**

**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2009

**Madame la Directrice,**

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires et observations au plus tard dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, **Madame la Directrice**, l'expression de notre parfaite considération.



**B. S. C.**  
Business System Consulting Group  
12, Rue du Docteur THEZE  
Tél: 821 41 72 - Fax: 822 95 03  
BP 11 616 - Dakar SENEGAL  
Email: bsc@arc.sn  
Associé

## **ANNEXE 2. REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**





\*\*\*\*\*  
CENTRE HOSPITALIER NATIONAL  
PSYCHIATRIQUE DE THIAROYE

*Le Directeur*

N° 2000379 /CHNPT/DIR

Dakar, le 23 mars 2010

//-) Monsieur le Directeur Général  
de Business System Consulting Group

12, Rue Saint Michel BP : 11616

DAKAR

**Objet : Eléments de réponse**

**Monsieur le Directeur Général,**

Suite à la réception et à l'examen du rapport provisoire que vous avez bien voulu me transmettre, je souhaiterais vous apporter des éléments de réponses relatifs aux réserves contenues dans ledit rapport.

Concernant les DRP relatives à l'acquisition de matériel informatique, de matériel hôtelier et de matériel médical, la direction a procédé à la consultation de fournisseurs agréés en matière de fournitures pour les matériels concernés. Aucune volonté de simulation d'une consultation de la part de l'autorité contractante n'est à l'origine des remarques en question.

Sur la réserve (b) faisant état d'achats divers, je voudrais vous préciser que le montant en question englobe des paiements de nature différente. Sur les six éléments cités, les trois concernent des fournitures imputables au budget de fonctionnement et les trois autres éléments représentent des travaux et non des achats imputables au budget d'investissement.

Sur la réserve (c) je voudrais vous préciser que toutes les prestations payées à Mora Multi Services concernant la réparation et la maintenance informatique ont fait l'objet d'un contrat en bonne et due forme (contrat n°15/CHNPT/SAF/DIR du 19/01/2009).

Sur la suspension des travaux de la Division 1, je prends bonne note de la remarque concernant l'absence d'ordre de service pour l'ajournement.

Concernant l'appel d'offres pour la réhabilitation de la Direction et des logements, le budget 2009 (dans lequel sa dotation prévisionnelle a été inscrite) a fait l'objet d'un réaménagement (Délibération n°62) pour constater la ponction du BCI 2009 matérialisée par une réduction de **83 672 000 FCFA** du Budget d'investissement initialement destiné au CHNPT pour l'exercice 2009.

S'agissant de l'acquisition de matériel et mobilier de bureau, la direction a, en effet, procédé à une DRP en date du 29 mai 2009 sanctionnée par les procès verbaux d'ouverture et d'attribution respectivement n°53 du 06/06/2009 et n°54 du 10/06/2009 conformément aux dispositions de l'article 75 du CMP.

**Pièces jointes :**

- Contrat de Mora Multiservice
- Délibération CA n°62

*Le Directeur*  
**Mme Khady SARR KEBE**

**Centre Hospitalier National Psychiatrique de Thiaroye**

Km 18, Route de Rufisque – BP. : 20833 - ☎879.80.80 - 879.80.51 - Fax : 33834.05.60

E mail : [hthiajum@yahoo.fr](mailto:hthiajum@yahoo.fr)